



Centre des Finances Publiques Prado-Borde
22 rue Borde 13008 Marseille
Tél. 04 91 17 91 96

cgt.dr13@dgfip.finances.gouv.fr
www.financespubliques.cgt.fr/13/

Marseille le 10/07/2026

NRP 2 dans le 13.

On ne badine pas avec le service public.

Une réunion d'information s'est déroulée ce 10 juillet au matin entre la Drfip 13 et les organisations syndicales.

Période d'été, de congés, moment choisi.

Pour rappel, le projet de NRP 2 de la DG et de Bercy, c'est la période 2027-2030 et pas seulement 2027.

Fusion de la paierie régionale PACA et de la paierie départementale 13.

Cela semble correspondre à une injonction de la DG au motif du « même métier ».

Concernant le 13, c'est l'opération qui permet d'économiser des loyers (jusqu'alors la Drfip 13 indiquait que le loyer de la paierie départementale n'était pas si élevé...) et de densifier le CFP St. Barnabé dans le cadre de la circulaire Borne 16/18 m² agent·e.

L'échéance envisagée 01/09/2027 mais plus certainement 01/01/2028 (année comptable).

Les antennes du NRP 1 doivent être liquidées.

-Antenne SGC d'Aix de Gardanne : 3 agents dont 2 à temps partiel. Économie de loyer en même temps que pression de la mairie qui veut récupérer les locaux.

Échéance envisagée : 01/09/2027. (possibilité pour les collègues concernés de faire valoir leur droit à mutation).

-Antennes du CDIF et du SPF d'Aix à Tarascon.

Projet de fermeture au 01/09/2027 (possibilité pour les collègues concernés de faire valoir leur droit à mutation) et transfert des missions à Aix.

C'est clairement le plus fort enjeu car il s'agit d'antennes de services de pleine compétence.

Donc de services publics de proximité qui sont rayés de la carte une fois de plus dès la 1ère année du NRP 2.

L'argumentaire de l'administration est toujours la même :

- emplois et effectifs insuffisants sont considérés comme générant des difficultés de pilotage.
- regrouper le service sur un seul centre permet plus de fluidité.

Pour la CGT, l'insuffisance des effectifs ce n'est pas de la responsabilité des agent·es de ces 2 services.

Pour la CGT, la difficulté du pilotage, ce n'est pas la distance, c'est une question de moyens humains, de formation et d'applicatifs métier.

Enfin, c'est une fois de plus une annonce qui fait fi des usagers du service public.

La question pour les agent·es est aussi beaucoup plus difficile concernant leur lieu de résidence familiale et ses contingences, la possibilité de suivre la mission ou pas, la possibilité d'obtenir une mutation dans un service à proximité de leur domicile. Car à Tarascon, il n'y a plus de trésorerie ou de SIP : le NRP 1 est déjà passé par là. (à noter le maintien des 2 emplois d'accueil du SIP d'Arles dans les locaux du SIE de Tarascon).

Même si la directrice indique que les agent·es des services déménagés sont éligibles au dispositif de la prime de restructuration, une prime ça part vite et les véhicules s'usent aussi rapidement dans les allers-retours, sans compter le prix à la pompe !

La Drfip 13 indique qu'elle a fortement interpellé la DG sur les vacances d'emplois dans le 13 (sans grands résultats à ce jour), la direction locale nous indique qu'elle n'a pas de « serre pour faire pousser les emplois ». À croire que nous serions des végétaux ? Les fruits et les légumes se reconnaîtront.

La CGT a jeté un froid en intervenant pour faire cesser le ton badin que prenait cette rencontre informelle. Nous nous y sommes rendus pour avoir des infos ; par pour nous associer au projet de casse des services ni le relativiser.

Le NRP 2, c'est une programmation sur 4 ans, 2027-2030.

D'autres projets funestes sont forcément dans les tuyaux. Bla bla bla coupes budgétaires, bla bla bla pas de revalorisation du point d'indice, bla bla bla, économies sur le budget de fonctionnement, clairement pour financer le budget militaire et les niches fiscales, les services publics et les agent·es vont douiller.

Alors que 2027 se profile avec ou sans bracelet électronique à la cheville, y a t-il une réelle urgence à continuer à défaire le réseau de nos services ?

A l'évidence, l'idée d'une offre politique de reconquête du service public qui pourrait intervenir en 2027, une offre respectueuse de l'égalité de traitement, d'une réelle continuité et d'une véritable adaptabilité n'est pas dans les hypothèses des hauts fonctionnaires de Bercy.

On l'a bien compris, l'enjeu une fois de plus est que les décisions prises par le passé et pour l'année qui vient ne puissent être que très difficilement remises en cause.

Pour revenir aux missions, dans la situation tendue – en particulier au sein des CDIF – y a t-il un intérêt à ce que des sachants ne suivent pas la mission transférée à Aix ? Car Tarascon -Aix, ce n'est pas la porte à côté. Vous avez dit mobilité douce ? C'est pourtant le choix que fait la direction locale.

Et toujours le même refrain, pas de suppressions d'emplois l'année de la fusion.
Et après ça tombe.

Clairement le SPF d'Aix et le CDIF d'Aix vont avoir la charge transférée sans garantie sur les emplois dont la détermination relève de l'arbitraire avec le nouveau référentiel dit « ETP ».

Fermer une antenne, ce n'est pas renforcer son service de tutelle.

Qui vous soutient ? Qui vous défend ?

Vous aussi soutenez la CGT : syndiquez-vous !

